



# **COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE**

## **VINGTIÈME RAPPORT ANNUEL**

(26 avril 1968 - 23 avril 1969)

### **VOLUME I**

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

**DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-SEPTIÈME SESSION**

**NATIONS UNIES**

292 (XIII). COOPERATION FINANCIERE EXTERIEURE

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que le sous-développement est un problème historique de caractère structurel dont l'élimination exige une planification économique et sociale adéquate et impose des responsabilités à la communauté des nations, puisqu'elle affecte la paix, l'équité et la sécurité internationales,

Tenant compte, du fait que le développement consolide l'indépendance politique et économique des Etats,

Estimant que le développement économique et social est la responsabilité des peuples de la région et que la réalisation des objectifs nationaux et régionaux dépend fondamentalement de l'effort propre de chaque pays mais que l'apport complémentaire de la coopération internationale est une condition importante pour pouvoir utiliser et mobiliser les ressources intérieures,

Considérant que, pour être un instrument effectif du développement économique et social, cette coopération doit s'inspirer d'un ensemble de principes qui définissent sa nature, son orientation et ses buts,

Considérant que, pour constituer un effort rationnel en faveur du développement, la coopération extérieure doit correspondre à la réalité économique et sociale des pays d'Amérique latine et respecter leur propre conception et stratégie nationale, évitant ainsi de devenir un facteur qui accentue la dépendance vis-à-vis de l'extérieur,

Estimant que la coopération extérieure ne remplit pas son objet si elle est accordée sous réserve que le pays bénéficiaire modifie ses politiques économiques fondamentales,

Considérant que, au cours de la dernière décennie, la coopération internationale en faveur du développement de l'Amérique latine a été loin de satisfaire, en volume, les aspirations des pays de la région et que les conditions et les modalités de cette coopération se sont plutôt détériorées,

Tenant compte de ce que l'on observe une tendance au resserrement du crédit extérieur, en ce qui concerne les délais et les taux d'intérêt,

Considérant que les critères économiques et sociaux n'ont pas toujours la priorité dans les décisions relatives à la coopération financière extérieure,

Estimant que les décisions des institutions financières internationales peuvent ne pas être compatibles avec leur caractère multilatéral et que, d'autre part, les relations bilatérales en matière de coopération financière extérieure présentent des inconvénients toujours plus grands dans la sphère interaméricaine,

Déclare ce qui suit :

## I

Les pays latino-américains aspirent à créer les conditions nécessaires pour assurer leur développement économique et social intégral, en recourant pour compléter leurs ressources à une coopération financière internationale qui suive les principes ci-après :

1. Les relations économiques internationales doivent être fondées sur le principe du respect de l'égalité des Etats et sur le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures relevant de la souveraineté des autres Etats. La seule existence de dispositions qui contredisent les principes précités constitue une menace contre le caractère intangible desdits principes.

2. La coopération économique constitue un engagement et doit être accordée de façon suffisante, adéquate et permanente, afin de contribuer réellement à promouvoir le développement économique et social des pays latino-américains et pour ne pas être exclusivement un moyen de favoriser les intérêts des pays qui l'accordent.

3. La coopération financière doit respecter l'autonomie des pays bénéficiaires et, par conséquent, n'être assortie d'aucune condition qui dénature son véritable objet, qui est de contribuer au développement.

4. La coopération que reçoit l'Amérique latine pour promouvoir son développement économique et social doit reposer sur la base des responsabilités et des devoirs qui incombent à chaque pays pour assurer et maintenir une véritable équité dans les relations internationales.

5. La coopération financière extérieure doit, en outre, s'inspirer d'un sentiment de solidarité internationale et ne pas être utilisée pour contraindre la volonté souveraine des Etats bénéficiaires.

## II

Les pays latino-américains jugent indispensable que la coopération financière extérieure définie dans les principes précités réponde aux critères fondamentaux ci-après :

1. L'aide financière extérieure doit être accordée conformément aux politiques et aux plans nationaux de développement, ce qui garantira l'apport d'un volume suffisant et régulier de ressources financières et le droit du pays bénéficiaire de fixer ses priorités, améliorant la coopération financière dans des situations graves qui doivent être envisagées globalement.

2. Les pays qui accordent leur coopération et les institutions financières internationales doivent se fonder, pour accorder cette coopération, sur des critères économiques et sociaux qui respectent la conception du pays bénéficiaire en matière de développement.

3. Il est indispensable que la coopération financière extérieure ne soit pas assujettie à des conditions qui limitent la capacité nationale à prendre des décisions touchant les politiques économiques fondamentales du pays bénéficiaire.

4. Il faut supprimer les dispositions ou critères qui lient l'utilisation des prêts à l'achat de biens et services d'origine déterminée ou dans des pays fournisseurs déterminés.

5. Il est indispensable d'assurer que la coopération financière extérieure soit vraiment multilatérale. Les institutions financières internationales, en raison de leur caractère multilatéral, doivent éviter que leurs décisions soient influencées par des problèmes bilatéraux éventuels entre les pays.

6. Il faut créer des mécanismes efficaces qui permettent de libéraliser les crédits extérieurs et notamment de réduire leurs taux d'intérêt et de prolonger leur durée. Les fonds initiaux dont ces mécanismes auront besoin proviendront d'apports des institutions financières internationales et des pays développés.

133ème séance,  
22 avril 1969.

293 (XIII). SERVICES CONSULTATIFS TECHNIQUES FOURNIS A L'ASSOCIATION  
LATINO-AMERICAINE DE LIBRE-ECHANGE

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 44 du Traité de Montevideo 34/ et du Protocole No 3 35/ relatif à la coopération et aux services consultatifs techniques que la CEPAL fournit à l'ALALE, un bureau a été créé à Montevideo pour répondre en permanence aux besoins des parties contractantes et du secrétariat de l'ALALE, conformément aux programmes de travail communs établis périodiquement à l'échelon des secrétariats.

Tenant compte de ce qu'il faut renforcer ledit bureau pour mieux exécuter ces programmes de travail communs,

Recommande au Secrétaire exécutif de la CEPAL, lorsqu'il établira l'ordre de priorité des programmes de travail de la Commission et de l'utilisation des ressources disponibles, de renforcer la capacité de travail du Bureau de Montevideo;

Demande que les travaux communs et les services consultatifs permanents soient intensifiés, au cours des prochaines années, conformément à l'ordre de priorité

---

34/ Voir La Cooperación económica multilateral de las Naciones Unidas (publication des Nations Unies, No de vente 62.II.G.3), vol. I.

35/ Ibid., p. 78.